

Conseil régional PACA
Séance plénière du 25/04/2014
Intervention de politique générale
Sophie CAMARD

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues

Pour les écologistes, il y a bien un avant et un après municipales.

Nous avons entendu le désarroi des électeurs, l'abstention, les votes de rejet. Nous constatons aussi une remontée du vote écologiste, et nous saluons l'élection de notre collègue Eric Piolle, comme Maire de Grenoble, une ville qui fait le pari de l'innovation politique.

Les écologistes ont choisi de ne pas reconduire la participation au gouvernement, non pas pour peser moins, mais pour peser différemment sur la politique de l'Etat, en retrouvant une liberté d'agir.

La transition écologique est imbriquée dans l'économie et le social, elle implique des choix budgétaires et fiscaux.

Dans cet hémicycle, nous n'avons jamais caché nos critiques contre le retrait de la taxe poids lourd, ou contre les Milliards dépensés sous forme de Crédit d'impôt aux entreprises, sans distinction de taille, de secteur d'activité, ni contreparties identifiées.

Je cite ici des décisions structurantes qui nous impactent dans les Régions puisque, pour financer ces mesures, l'Etat diminue les dotations aux collectivités locales, sans parler des ménages à qui on demande de nombreux sacrifices.

Dans ce contexte, notre feuille de route reste la transition écologique. Le contenu de cette transition, c'est :

- de l'investissement et de nouveaux emplois ;
- le partage des richesses, et pas l'aggravation du fossé entre les riches et les pauvres ;
- une nouvelle manière de produire et consommer qui respecte l'homme et la nature ;
- la moralisation de la vie politique;
- la solidarité entre les générations, entre les quartiers et territoires à l'opposé de la peur de l'autre, de la violence et du repli sur soi qui engendre toujours le pire en politique.

Nous savons que c'est à l'échelle européenne que nous devrions agir en premier lieu. Mais l'Europe, tout le monde tape dessus ! C'est étonnant alors qu'elle n'a jamais été aussi faible.

Elle est faible en raison de la montée des nationalismes et des populismes qui la minent de l'intérieur, dans toute l'Europe et dans nos quartiers abandonnés par la puissance publique.

Elle est faible avec un Euro peut-être trop fort, mais qui manque surtout et avant tout d'un pouvoir politique légitime.

Elle est faible parce que le tout libre-échange et la concurrence entre Etats empêche de négocier des traités commerciaux équitables, de défendre des intérêts communs européens, sur des secteurs économiques stratégiques.

Elle est faible parce que c'est bien la concurrence entre les Etats-Nations qui empêche d'instaurer une fiscalité commune ou de converger vers un SMIC européen.

Il nous faut donc retrouver un projet européen. Bien avant la monnaie, L'Europe s'est construite sur la Paix mais aussi sur l'énergie : le charbon, et l'atome, moteurs des économies du passé.

L'Europe sera plus forte si elle investit dans les moteurs du futur, ceux de la transition énergétique et de la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi la culture, l'économie de la connaissance et le numérique et, bien sûr, le progrès social.

C'est pourquoi nous sommes pour une Europe forte avec des Régions fortes, assises sur un modèle de développement soutenable.

Le Gouvernement vient de déposer un projet de loi sur les Régions. Nous attendons des éclaircissements.

Oui, nous sommes pour des Régions aux pouvoirs renforcés, sur l'économie, les transports, l'environnement et le développement durable. Oui, nous voulons une meilleure efficacité de la dépense publique : Il faut davantage de visibilité pour les citoyens qui ne comprennent plus qui fait quoi quand on les interroge sur la décentralisation.

Mais non, nous ne pourrions pas renforcer les Régions si on baisse leurs ressources financières, si on s'attaque toujours et encore aux personnels de la fonction publique, si on porte atteinte à la légitimité du suffrage universel en touchant au périmètre et à la taille des Régions après, et non pas avant, les élections !

Dans ce contexte, ce n'est pas le moment de renoncer aux politiques régionales – dont la diversité est une richesse - avec des marqueurs forts lorsque nous prenons position contre le Traité de Libre échange TAFTA, pour la solidarité avec les Roms, pour une gestion durable de la forêt ou pour la sortie du nucléaire.

C'est cette Région-là que nous voulons défendre.

Une région qui permet aux citoyens de mieux se déplacer, mieux se former et accéder à l'emploi ; de créer et développer des entreprises responsables sur leur territoire, de mieux vivre en Provence Alpes Côte d'Azur en valorisant et notre diversité culturelle et nos ressources naturelles.

La politique ne se résume pas toujours à l'échec. Elle a besoin de construire des réussites et de redonner du sens. C'est dans cet esprit que nous continuerons à mobiliser nos concitoyens et à mener à bien le mandat qui nous a été confié.